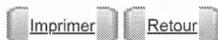




ACCUSE DE RECEPTION EN DATE DU 11/09/2018

Votre annonce n°18-126360 est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.
La DILA en qualité d'éditeur officiel se réserve le droit, si nécessaire, de vous la retourner pour compléments ou précisions.
Dans ce cas vous en serez averti immédiatement par voie de messagerie.

Sous cette réserve, la Direction de l'information légale et administrative s'engage à diffuser cette annonce dans les plus brefs délais.



M1 - Formulaire Avis de marché

Aperçu de l'annonce

Avis de marché

Département(s) de publication : 10
Annonce No 18-126360
Services

- Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Ville de Romilly-sur-Seine.
Correspondant : service commande publique, 1 rue de la boule d'or B.P. 154 10100 Romilly-sur-Seine Cedextél. : 03-25-39-43-80télécopieur : 03-25-38-51-50courriel : compub@mairie-romilly-sur-seine.fr adresse internet : <http://www.ville-romilly-sur-seine.fr>.
Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.xmarches.fr>.

Objet du marché : **relance marche de maîtrise d'œuvre boulevard urbain - deuxieme tranche.**
Lieu d'exécution et de livraison: rue pierre semard, 10100 Romilly-sur-Seine.

Caractéristiques principales :

forme de marché : ordinaire. Attribution d'un marché unique

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : détail des éléments de mission confiés au maître d'œuvre : MISSION - etude Préliminaires MISSION - avant-Projet MISSION - avant-Projet définitif MISSION - etudes de projet MISSION - assistance pour la passation du contrat de travaux MISSION - conformité et visa d'exécution au projet MISSION - direction de l'exécution des travaux MISSION - ordonnancement, pilotage et coordination MISSION - assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement .

Refus des variantes.

Cautionnement et garanties exigés : aucune garantie financière prévue en contrepartie du versement de l'avance.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : prestations réglées par un prix global forfaitaire Prix actualisables. Avance de 5,0 % accordée dans les conditions prévues au contrat. Délai global de paiement des prestations de 30 jours. Modalités de financement des prestations : Fonds propres de la collectivité.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : aucune forme de groupement imposée à l'attributaire du marché. Interdiction de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

*Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :**Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :*

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45,46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Autres renseignements demandés :

- Autres renseignements demandés : attestation d'assurance Responsabilité Civile en cours de validité;
- Autres renseignements demandés : attestation d'assurance décennale en cours de validité;
- Autres renseignements demandés : attestation de régularité sociale de moins de 6 mois (Urssaf);
- Autres renseignements demandés : attestation de régularité fiscale de moins de 6 mois et de l'année civile en cours (Centre des impôts);
- Autres renseignements demandés : extrait de l'inscription au rcs (k ou K-Bis) ou carte d'identification justifiant de l'inscription au RM ou récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix : 50 %;
- valeur technique (capacité techniques et références) : 50 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 2 octobre 2018, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Renseignements complémentaires : la transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur. Les modalités de transmission des plis par voie électronique sont définies dans le règlement de la consultation. La durée du marché est une durée prévisionnelle. Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Châlons-En-Champagne 25 rue du Lycée 51036 chalons en champagne Tél : 03 26 66 86 87 Télécopie : 03 26 21 01 87 Courriel : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr Adresse internet(u.r.l) : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/> Précisions concernant les délais d'introduction des recours : - référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (Cja), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique. - Recours contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Châlons-En-Champagne 25 rue du Lycée 51036 chalons en champagne Tél : 03 26 66 86 87 Télécopie : 03 26 21 01 87 Courriel : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr Adresse internet(u.r.l) : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/> Organe chargé des procédures de médiation : Tribunal Administratif de Châlons-En-Champagne 25 rue du Lycée 51036 chalons en champagne Cedex Tél : 03 26 66 86 87 Télécopie : 03 26 21 01 87 Courriel : greffe.ta-chalons-en-champagne@juradm.fr Adresse internet(u.r.l) : <http://chalons-en-champagne.tribunal-administratif.fr/> Les sous-critères retenus pour le jugement des offres sont définis dans le règlement de la consultation. Numéro de la consultation : 2018 PA 027

Une visite sur site est préconisée.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Une visite sur site est préconisée.

Il est demandé aux candidats de fournir une attestation sur l'honneur qu'ils se sont rendus sur les lieux.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 11 septembre 2018.

Mots descripteurs : Maîtrise d'œuvre.

Éléments non publiés

Éléments de facturation :

Classe de profil : Commune

Siret : 21100312400016

Libellé de la facture : Ville de Romilly-sur-Seine Ville de Romilly-sur-Seine 1 rue de la Boule d'Or 10100 Romilly-sur-Seine

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 2 octobre 2018

Objet de l'avis : Relance marche de maitrise d'œuvre boulevard urbain - deuxieme tranche

Nom de l'organisme : Ville de romilly-sur-Seine

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



ACCR3589656



> Informations légales